

# **12e Conférence régionale interaméricaine de l'Internationale des services publics (IAMRECON)**

**24 au 28 juin 2019, Buenos Aires, Argentine**

Par Marc Dean, conseiller à la recherche

## CONTEXTE

L'Internationale des services publics (ISP) rassemble plus de 30 millions de travailleuses et travailleurs représentés par 684 syndicats dans 152 pays et territoires. En Amérique du Nord, centrale et du Sud ainsi que dans les Caraïbes, 140 syndicats dans 35 pays sont affiliés à l'ISP, représentant presque 3,3 millions de travailleuses et travailleurs. Le SPGQ est membre de l'ISP depuis septembre 2005.

La 12<sup>e</sup> Conférence régionale interaméricaine (IAMRECON) de l'ISP a eu lieu du 24 au 28 juin 2019, à Buenos Aires, en Argentine. Cette rencontre des syndicats membres de l'ISP dans les trois Amériques et les Caraïbes a lieu environ aux cinq ans, entre les congrès mondiaux. Quelque 435 participantes et participants ont pris part aux délibérations, dont 48 % de femmes. Rappelons que le SPGQ a participé au 30<sup>e</sup> Congrès mondial de l'ISP, à Genève, en Suisse, du 30 octobre au 3 novembre 2017, et à quelques rencontres sous-régionales Amérique du Nord, dont la dernière, à Washington DC, en avril dernier.

## IAMRECON

L'ouverture officielle de la conférence s'est faite le 24 juin en après-midi avec une série de discours livrés par des dirigeants internationaux et interaméricains de l'ISP, par des syndicats du pays hôte, soit l'Argentine, et un représentant de la Ville de Buenos Aires.

Mardi 25 juin 2019

### *Concours de vidéos*

La journée a débuté avec le dévoilement des résultats d'un concours de vidéos thématiques syndicaux. Les équipes des communications de différents syndicats du continent pouvaient s'inscrire. Les thèmes de la privatisation des services de santé, l'avenir du travail et de la justice fiscale étaient à l'honneur.

### *Présentation et adoption du rapport d'activités, du programme d'action et des résolutions*

Le rapport régional d'activités 2015-2019, le programme d'action régionale 2019-2023 et différentes résolutions ont été présentées par les syndicats affiliés.

Le programme d'action régional aborde un certain nombre de sujets qui correspondent à des enjeux communs au SPGQ. Parmi eux : la défense de la démocratie, la distribution de la richesse, la construction d'un secteur public solide, la justice fiscale et les paradis fiscaux, la dette publique, la corruption, les accords de libre-échange, le développement durable, les changements climatiques, les régimes publics de retraite, la lutte contre la privatisation et la sous-traitance, les technologies de l'information et l'intelligence artificielle, la lutte contre les discriminations (genre, âge, orientation sexuelle, etc.) et le respect des droits syndicaux.

Seize résolutions régulières et quatre d'urgence ont été présentées par les affiliés. Les sujets traités dans ces résolutions étaient assez variés : pour un système de sécurité sociale équitable, contre la privatisation de la santé, pour la démocratie au Brésil et la libération de l'ex-président Lula, pour la défense des services publics, pour la promotion de la diversité dans les rangs de l'ISP, contre les privatisations dans le secteur énergétique (notamment l'électricité), pour la valorisation du travail dans l'administration

publique, pour le respect des droits des migrants, contre la privatisation de l'eau, pour le respect des droits des autochtones et la dénonciation de l'assassinat de plusieurs de leurs leaders, pour le droit à l'avortement, contre la violence faites aux femmes, pour le processus de paix en Colombie, pour le respect des droits syndicaux au Pérou, au Guatemala et en Colombie, pour la justice fiscale et les retraites, pour la paix sociale au Nicaragua et pour la résolution de la crise politique au Venezuela.

### *Tables rondes*

Plusieurs sujets figurant au programme d'action régional ont été couverts par des tables rondes constituées de dirigeants syndicaux et de représentants d'organisation de la société civile des Amériques, d'experts de l'ISP, de professeurs et de chercheurs universitaires de même que de représentants d'agences des Nations Unies.

La première table ronde était intitulée « services publics de qualité : la responsabilité de l'État pour tous les services publics ». Elle a notamment mis en scène le Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'Homme, Philip Alston. Il a questionné le dogme selon lequel le secteur privé est plus efficace et moins corrompu pour donner des services publics. Peu d'études ont été faites sur le sujet. Il s'agit d'idéologies et non de faits. Des chercheurs du Royaume-Uni ont fait une étude poussée et ont conclu que le privé coûte beaucoup plus cher. Charles Fleury, trésorier du SCFP, a parlé du phénomène de « remunicipalisation » et de renationalisation des services publics après des échecs de privatisation.

Loretta Johnson, de l'American Federation of Teachers, a déploré la remontée du racisme et du sexisme aux États-Unis avec les tweets du président Donald Trump. Avec les attaques contre le mouvement syndical, la population a pris conscience de l'utilité des syndicats. Résultat : le taux d'approbation des syndicats dans l'opinion publique est à un sommet en 15 ans. Cristián Zuluaga, du comité des jeunes de l'ISP, affirme qu'il faut lutter contre la désinformation des médias concernant la qualité des services publics et que les syndicats doivent s'allier aux organisations citoyennes pour défendre les services publics.

La deuxième table ronde traitait de la protection des droits syndicaux. Les panellistes ont notamment sensibilisé les délégués à la recrudescence des actes de violence commis contre des représentants syndicaux (répression, assassinats, emprisonnements) avec la complicité du pouvoir judiciaire et de la police. L'élection de Jair Bolsonaro au Brésil fait craindre le retour à la dictature militaire. Il a été aussi question du respect des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), dont la liberté d'association qui est encore un défi aujourd'hui.

La journée s'est terminée par une allocution de Jann Willem Goudriann, secrétaire général de l'European Public Services Union (EPSU). Il a souhaité que les syndicats s'impliquent davantage avec les autres organisations de la société civile pour créer des liens de solidarité sur les grands enjeux qui touchent nos pays respectifs.

### Mercredi 26 juin 2019

La troisième table ronde portait sur le rôle des entreprises transnationales, des accords de libre-échange et du bien commun. Les conférencières ont décrit les différentes mobilisations qui ont eu lieu dans leurs pays respectifs contre les récents accords de libre-échange (Accord Canada-États-Unis-Mexique et Partenariat transpacifique global et progressiste). Elles craignent que ces accords aillent ouvrir la porte à plus de privatisation

de services, de sous-traitance et de partenariats public-privé (PPP) au profit des entreprises transnationales. Du travail politique a été fait auprès des élus pour qu'ils votent contre les accords de libre-échange. Il y a une perte du pouvoir démocratique national au profit des entreprises transnationales.

La quatrième table ronde abordait la question du futur du travail. Les panellistes se sont questionnés sur le type de société qu'on veut construire. La technologie doit rester au service des êtres humains et non l'inverse. Les entreprises enregistrent des données sur la population quotidiennement et peu d'États sont préparés pour protéger les données des citoyens. Avec le développement des algorithmes, se peut-il que les personnes qui ont des valeurs de solidarité pour toutes sortes de causes, notamment syndicale, aient de la difficulté à trouver un emploi ?

De plus, l'intelligence artificielle va transformer les milieux de travail. Des pertes d'emplois, une perte de contrôle du pouvoir politique sur les informations personnelles en circulation sur le web, une précarisation et une plus grande flexibilité dans l'emploi sont attendus.

La cinquième table ronde parlait de la justice fiscale. L'Amérique est le continent le plus inégalitaire de la planète. Beaucoup de richesse est créée, mais elle n'est pas redistribuée équitablement. La fiscalité ne joue plus son rôle. Tous les pays accordent des réductions d'impôts et de taxes aux entreprises et aux personnes à haut revenu. Plus de 10 % du PIB mondial et 40 % de ce que génèrent en revenus les entreprises transnationales seraient cachés dans des paradis fiscaux. Tous les moyens sont bons pour éviter de payer de l'impôt et des taxes : incitatifs fiscaux, planification fiscale agressive, falsification de factures et sorties de capitaux par des activités licites et illicites. La création d'une entité fiscale mondiale sous l'égide de l'ONU a été suggérée. Cet organisme pourrait percevoir un impôt unitaire global basé sur les activités économiques réelles des entreprises à un taux corporatif effectif minimal. Des informations financières concernant les entreprises transnationales seraient compilées et publiques.

La sixième table ronde traitait de dette publique. La dette globale des pays du monde était estimée à plus de 244 billions de dollars au 3<sup>e</sup> trimestre de 2018. Le ratio global de dette par rapport au PIB est passé de 111 % en 2007 à 176 % en 2017. Cette dette provoque des coupes budgétaires, des privatisations, des réductions de droits sociaux et du travail. Les femmes sont les plus touchées par ces mesures. Tous les pays devraient adopter des mesures de justice fiscale pour augmenter les contributions des personnes à haut revenu et des entreprises au trésor public.

#### Jeudi 27 juin 2019

La septième table ronde s'intitulait « changement climatique et défis des services publics ». Les changements climatiques provoquent partout dans le monde des catastrophes naturelles : ouragans, feux de forêt, inondations, chaleur et froid extrêmes, sécheresse. Cela occasionne des coûts énormes de reconstruction. Le secteur public est de plus en plus sollicité pour prêter main-forte aux victimes et les coûts mettent de la pression sur les finances publiques dans plusieurs pays. Beaucoup d'États plus pauvres ne sont pas équipés pour faire face aux conséquences des changements climatiques. Les syndicats doivent appuyer les organismes qui réclament des actions des gouvernements pour diminuer les gaz à effet de serre. Il faut appuyer le mouvement Planète en grève et la grève mondiale du 27 septembre 2019.

#### *Discussion et vote sur les résolutions*

Les résolutions régulières et d'urgence présentées précédemment ont été débattues et votées. Elles ont toutes été adoptées.

### *Réunions sectorielles*

L'ISP est divisée en cinq secteurs : énergie, santé et services sociaux, administration publique nationale, gouvernements locaux et régionaux (municipalités), services d'utilité publique (énergie, assainissement de l'eau, sociétés d'État, etc.). Chaque secteur a tenu une réunion en atelier pour établir ses trois priorités par rapport au programme d'action régionale 2019-2023. J'ai pris part à l'atelier du secteur « administration publique nationale ». Les discussions ont tourné autour des principaux défis que doivent relever nos membres et nos organisations, les opportunités à saisir pour améliorer les conditions de nos membres et les trois priorités du secteur par rapport au programme d'action. La justice fiscale, les privatisations, la sous-traitance et les partenariats publics-privés et le respect des droits syndicaux sont revenus souvent dans les discussions.

### Vendredi 28 juin 2019

Chaque responsable d'atelier a fait rapport des discussions en plénière.

On a également procédé à l'élection des membres du comité exécutif régional interaméricain (IAMREC). Il est à noter que Nancy Bédard, présidente de la FIQ, a été élue comme l'une des deux membres canadiens du IAMREC. Sonia Éthier, présidente de la CSQ, et Carole Dubé, présidente de l'APTS, ont été élues respectivement 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> substitute de M<sup>me</sup> Bédard.

La clôture de l'événement a été faite par la secrétaire générale de l'ISP, Rosa Pavanelli, qui était d'ailleurs présente à l'ensemble de la conférence.